

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10667>

Communication et gestion du risque terroriste

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : dimanche 10 mai 2009

Spyworld Actu

La sur médiatisation planétaire du phénomène terroriste a obligé les dirigeants à associer la communication au traitement de la crise terroriste.

Cette nécessité de « repenser de fond en comble notre stratégie de communication », soulignée lors de la présentation du Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme, porte non seulement sur l'acte perpétré, mais également sur la détection de la menace, ce qui est nouveau. Dans une civilisation de l'information instantanée et planétaire, la communication ne peut plus être disjointe de la qualité de la prévention. La rupture est d'être passée d'une communication sur ce qui se voit et est affiché sur les écrans de télévision à une communication de l'invisible, de l'indicible, et qui, par nature, suscite la peur.

Ce constat a deux conséquences :

- ▶ il contraint les services de sécurité à se soigner d'un secret maladif, devenu une tare davantage qu'un fleuron. Communiquer en direction de la société sur le risque terroriste s'inscrit dans le mouvement engagé depuis une décennie en faveur d'une coordination interne et de la coopération internationale. Les services ne peuvent échapper à la « civilisation de l'information » dans laquelle ils évoluent.
- ▶ il pousse l'Etat à adopter une attitude équilibrée consistant à rassurer tout en informant. A l'information sur le risque s'ajoute l'information sur la maîtrise du risque. La transparence est la seule parade contre le scandale qui suivrait la perpétration d'un acte terroriste, dont on reprocherait, après coup, aux dirigeants soit de n'avoir pas vu venir, soit de savoir mais d'avoir caché.

Les règles d'ouverture que les services tentent de s'imposer nous ont fait basculer dans l'ère de l'exposition antiterroriste. L'objet de la communication est d'apporter une vision juste, équilibrée et expliquée du risque, de son degré, des zones sensibles et des mesures prises. Bref, délivrer une information véridique qui ne porte préjudice ni à l'enquête en cours ni à la crédibilité de la politique engagée. Une présentation objective de la réalité permet de cantonner son sentiment dans des limites rationnelles quantifiables. S'ensuit l'intérêt de ne pas laisser le phénomène devenir une proie journalistique.

L'objet du discours a également évolué puisqu'au risque potentiel et à son explication est venue s'ajouter la crise évitée. La médiatisation des tentatives manquées d'attentats participe de cette nouvelle approche qui a transformé la menace en crise permanente, sur laquelle il importe de s'exprimer tant au niveau du travail accompli que de sa réussite, tant à destination de l'opinion publique à mettre en confiance que des terroristes à déstabiliser par les victoires qui leur sont renvoyées.

La légitimité d'une gestion de crise préventive dépend de l'origine comme du support du message envoyé. La répartition des rôles, qui concentrait la communication dans la sphère gouvernementale, a évolué dans deux directions :

- ▶ incitation des directeurs des administrations et des patrons des offices centraux à communiquer sur leurs enquêtes. L'ambition a été de passer la main aux intervenants directs, gage de crédibilité tant dans les données transmises que dans le souci de répondre à l'inquiétude de la population.
- ▶ création du Service d'information et de communication de la police nationale (SICOP), structure entièrement dédiée à la communication, placée auprès du directeur général de la police nationale, tenant lieu de porte-parole sur toutes les questions de sécurité.

Toutefois, si la politique de communication se conçoit avant tout comme une éducation au-delà d'une information, elle ne présage en rien de la réception du discours par la population. Il n'est pas certain, loin s'en faut, que la

population soit prête à tous les sacrifices au nom du concours à apporter à la lutte antiterroriste.

Enfin, l'amorce engagée vers une communication centralisée devra être affirmée et développée. L'ouverture affichée sur le modèle britannique, pris en exemple par le ministère de l'Intérieur lors de la réflexion sur la mise en place d'un pôle de communication, reste à conquérir. Il n'existe pas encore en France, contrairement à ce qui prévaut au sein du Home Office britannique, un forum permanent d'information, ouvert, étoffé et transparent, en direction du public et des médias.

► [Télécharger le rapport](#)

Post-scriptum :

<http://www.cf2r.org/>